

Qualité des Institutions et pauvreté dans l'espace UEMOA

Quality of Institutions and Poverty in the UEMOA Area

Djakaridja KONE, (Enseignant-chercheur)

Laboratoire d'Analyse et de Modélisation des Politiques Economiques (LAMPE)

Département d'économie

Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Abbe HERMANN, (Enseignant-chercheur)

Faculté des Sciences Économiques

Université Virtuelle de Cote d'Ivoire

Adresse de correspondance :	Département d'économie Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo +225 07 08 91 61 88 BP 1328 Korhogo-Cote d'Ivoire info@upgc.edu.ci
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KONE, D., & HERMANN, A. (2025). Qualité des Institutions et pauvreté dans l'espace UEMOA. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(1), 64-79. https://doi.org/10.5281/zenodo.14632958
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: October 10, 2024

Accepted: January 05, 2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 01 (2025)

Qualité des Institutions et pauvreté dans l'espace UEMOA

Résumé

Cet article analyse l'impact de la qualité institutionnelle sur la pauvreté dans la zone UEMOA entre 2008 et 2023. Un modèle linéaire de données de panel modifié sur la base de Clarke, Xu et Zou (2003) a été utilisé. Il ressort de nos résultats que la qualité des institutions à travers ses indicateurs tels que l'écoute des citoyens, l'inflation, les investissements directs étrangers et le produit intérieur brut réel et la croissance démographique contribuent à réduire le taux de pauvreté dans l'espace UEMOA. L'implication de politiques économiques qui découlent de cette étude est que les pays de l'espace UEMOA doivent promouvoir les politiques de bonne gouvernance, sources de lutte contre la pauvreté. Ils doivent également assainir l'environnement institutionnel en vue de la gestion efficiente des ressources économiques pour parer aux difficultés macroéconomiques et ériger des réformes économiques afin d'améliorer les conditions des ménages dans la zone UEMOA. Ensuite ces pays doivent sensibiliser les agents administratifs ainsi que les citoyens dans la lutte contre la corruption afin de lutter efficacement contre la pauvreté. Nous avons utilisé un groupe de pays dans cette étude, ce qui peut biaiser nos résultats à un niveau désagrégé. Par la suite, il serait intéressant de mener cette étude individuellement, chacun de manière isolée.

Mots clés : Qualité des institutions ; pauvreté ; UEMOA

JEL Classification : E02, C33, D63, I32

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

This article analyzes the impact of institutional quality on poverty in the UEMOA zone between 2008 and 2023. A linear panel data model modified on the basis of Clarke, Xu and Zou (2003) was used. Our results show that the quality of institutions through its indicators such as listening to citizens, inflation, foreign direct investment and real gross domestic product and population growth contribute to reducing the poverty rate in the UEMOA zone. The implication of economic policies that arise from this study is that the countries of the UEMOA zone must promote good governance policies, sources of the fight against poverty. They must also clean up the institutional environment for the efficient management of economic resources to deal with macroeconomic difficulties and establish economic reforms to improve the conditions of households in the UEMOA zone. Then these countries must raise awareness among administrative agents as well as citizens in the fight against corruption in order to effectively fight against poverty. We used a group of countries in this study, which may bias our results at a disaggregated level. Subsequently, it would be interesting to conduct this study individually, each in isolation.

Keywords: Quality of institutions; poverty; WAEMU

JEL Classification: E02, C33, D63, I32

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Dans le cadre de lutte contre la pauvreté, les pays de l'UEMOA, après l'échec lié aux politiques d'ajustement structurel dans les pays en développement, ont multiplié plusieurs stratégies, dont celle du rôle de la qualité des institutions. Les institutions sont comme l'ensemble des règles utilisées pour déterminer ceux qui sont aptes à prendre des décisions dans certains domaines, les actions autorisées ou contraintes, les procédures à suivre, les informations qui doivent ou ne doivent pas être fournies ainsi que les avantages dont chaque individu doit bénéficier en fonction de ses actions, Ostrom (2015). La qualité institutionnelle peut donc se définir comme l'efficience et la performance des contraintes et des règles énoncées dans cette définition. Elle est considérée aujourd'hui comme étant la cible prioritaire des politiques d'aide au développement pour démontrer le rôle vital que jouent les institutions dans le développement et la réduction de la pauvreté (Edison, 2003). Ce nouveau paradigme a fait l'objet de plusieurs études mettant en évidence l'influence des environnements institutionnels sur l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté. Selon la Banque Mondiale (BM) en 2015, est considéré comme pauvre toute (personne vivant avec un revenu en dessous de 1,90 dollar par jour. En se basant sur les statistiques de cette Institution en cette même année, le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne est passé de 54.4% en 1983 à 43,79%, tandis qu'en Asie de l'Est, il est passé de 80% à 17%.

La problématique de la pauvreté a fait l'objet de plusieurs études. Ces travaux mettent en évidence l'influence des environnements institutionnels sur l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté ; Ravallion (1997), Bourguignon (2003), Cling et al. (2004), Acemoglu et Robinson (2008), Easterly (2011), Ndeffo et al, (2013), Abbe (2019). En faisant une étude comparative du niveau de vie dans les pays développés à celui des pays en développement, Easterly (2011) aboutit ainsi à la conclusion selon laquelle la meilleure qualité de vie des populations dans les pays développés est significativement expliquée par l'efficacité des Institutions. Malheureusement, ce constat contraste avec celui observé dans les pays en développement où les Institutions sont faibles. Selon l'auteur, la pauvreté dans les pays en développement est fortement tributaire de la qualité de leurs institutions. Il ressort de ces études que la faiblesse des Institutions a pour conséquence de gangréner de manière structurelle les pays pauvres fortement endettés du fait de la qualité de leurs institutions. Par ailleurs, plusieurs autres facteurs ont été mis en évidence dans l'explication de la pauvreté. Parmi ces facteurs, l'on peut citer la stabilité macroéconomique, l'abondance en ressources naturelles, l'accumulation du capital humain et l'écart des revenus entre les riches et les pauvres (Milanovic, 2005 ; Berg, Ostry et Zettelmeyer, 2011). Néanmoins, la qualité des institutions demeure le déterminant le plus significatif dans l'explication de la pauvreté des pays en développement.

Les pays de l'UEMOA n'échappent pas à cette réalité, car elle représente une des zones d'Afrique avec une faible qualité des Institutions. À cet effet, Abbé (2019) a montré que le niveau global de la qualité des Institutions dans la zone UEMOA est de 1,89 sur une échelle de 5. Selon l'auteur, une explication plausible à cette situation se trouve au travers des crises sociopolitiques qu'ont connues la plupart des pays de l'Union entre 2002 et 2011 en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau d'une part et les récentes dégradations du cadre Institutionnel au Mali et au Burkina d'autre part.

Dans un tel contexte, le choix de l'UEMOA est motivé par le fait que les pays de l'union ont les mêmes caractéristiques de paupérisation, qui disposent de faible qualité institutionnelle. Certains pays de l'Afrique de l'Ouest offrent des taux d'inégalité les plus élevés du continent et du monde et finalement qu'il n'existe peu à notre connaissance une étude empirique sur la relation qualité des institutions et pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Donc, le cas de cette zone revêt un intérêt tout particulier pour mener une étude sur la relation entre la pauvreté et la qualité des institutions, en répondant aux questions suivantes : Quel est l'impact de la qualité

des institutions sur le niveau de pauvreté dans les pays de l'UEMOA ? Quel est le niveau de qualité des institutions dans les pays de l'UEMOA ? Quelle est la capacité de ces Institutions à réduire la pauvreté dans les pays de l'UEMOA ?

L'hypothèse que nous défendons est que la qualité des institutions pourrait contribuer à réduire la pauvreté dans cette zone. Également, la mauvaise qualité des Institutions, source des inégalités de revenus, a tendance à augmenter de la pauvreté monétaire.

L'objectif de cette étude est d'analyser les effets de la qualité des Institutions sur la pauvreté dans la zone UEMOA sur la période 2008 – 2023. Spécifiquement, elle évalue le niveau de la qualité des institutions dans les pays de l'UEMOA. De même, cette étude cherche à mesurer la capacité des Institutions à réduire la pauvreté dans l'Union. Pour atteindre ces objectifs, la méthode d'estimation est basée sur celle d'un modèle linéaire améliorée des données de panel des travaux de Clarke, Xu et Zou (2003).

Cet article est structuré comme suit. Après une revue de littérature succincte, la présentation du cadre méthodologique permet d'aboutir à des résultats qui feront l'objet d'une interprétation. Enfin, une conclusion synthétise les résultats et les recommandations.

2. Revue de littérature

Le sous-paragraphe suivant présente le contexte.

2.1. Contexte

Cette partie présente la situation socioéconomique de l'UEMOA.

2.1.1. Analyse générale de la situation socioéconomique des pays de l'UEMOA

Le seuil de pauvreté a été déterminé dans tous les pays de l'Union, à partir de l'approche de la pauvreté absolue, à l'exception de la Côte d'Ivoire qui a eu recours à l'approche relative pour déterminer ce seuil. Dans l'UEMOA, la ligne de pauvreté varie d'un pays à l'autre.

Table 1 : Seuils nationaux et incidences de pauvreté

Pays	Année de la dernière enquête	Seuil national de pauvreté (FCFA)	Seuil national de pauvreté (FCFA)	Incidence (%)
		Dernière enquête	Actualisée en 2010 (*)	
Benin	2009	145.279	147.313	35.2
Burkina Faso	2009	108.374	109.891	43.9
Cote d'Ivoire	2008	241.145	245.499	48.9
Guinée-Bissau	2010	220.800	220.800	69.3
Mali	2010	165.431	165.431	43.6
Niger	2005	125.288	143.503	62.1
Sénégal	2006	200.574	224.569	50.8
Togo	2006	242.094	271.057	61.7
UEMOA	—	—	182.072	49.4

(*) Calculé par la BCEAO

Source : Auteurs à partir des DRSP pays, Banque Mondiale et rapports CEDEAO et UEMOA sur le profil de pauvreté des pays.

En tenant compte du seuil de 1,90 \$ USD par jour suivi par la Banque Mondiale, le taux de pauvreté serait plus faible dans l'Union (39,8%). Selon ce critère, la Côte d'Ivoire contiendrait relativement moins de pauvres (27.9%) et le Bénin enregistrerait le taux de pauvreté le plus élevé (49.5%).

2.1.2. Analyse du niveau de la qualité des institutions dans les pays

Les tableaux suivants montrent le niveau de corruption des pays de l'UEMOA et de certains pays occidentaux au fil des années. Il prend les valeurs -2,5 si les institutions sont de mauvaises

qualités ou +2,5 si elles sont performantes en termes de lutte contre la corruption.

Table 2 : Niveau de corruption dans les pays de l'UEMOA

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Contrôle de corruption								
Benin	-0,62	-0,66	-0,59	-0,86	-0,74	-0,67	-0,56	-0,48
Burkina Faso	-0,34	-0,35	-0,37	-0,48	-0,52	-0,46	-0,28	-0,13
Côte d'Ivoire	-1,10	-1,16	-1,01	-0,83	-0,74	-0,42	-0,43	-0,54
Guinée-Bissau	-1,20	-1,16	-1,16	-1,28	-1,33	-1,54	-1,48	-1,56
Mali	-0,67	-0,68	-0,64	-0,83	-0,79	-0,75	-0,69	-0,67
Niger	-0,61	-0,66	-0,64	-0,64	-0,61	-0,69	-0,64	-0,64
Sénégal	-0,49	-0,64	-0,50	-0,26	-0,19	0,06	0,06	-0,03
Togo	-1,02	-0,96	-1,01	-1,00	-1,03	-0,89	-0,73	-0,68
UEMOA	-0,75	-0,78	-0,74	-0,77	-0,74	-0,67	-0,59	-0,59

Source : Auteurs à partir des données de la WGI

Tableau 3 : Niveau de corruption dans certains pays occidentaux

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	MOYENNE
Contrôle de corruption									
USA	1,29	1,27	1,27	1,41	1,31	1,38	1,40	1,33	1,33
Japon	1,38	1,56	1,56	1,63	1,66	1,69	1,57	1,51	1,57
France	1,44	1,47	1,53	1,46	1,33	1,31	1,31	1,37	1,40

Source : Auteurs à partir des données de la WGI

L'indicateur de contrôle de corruption des WGI révèle que la qualité institutionnelle est supérieure dans les pays occidentaux par rapport aux pays de l'UEMOA. Par conséquent, l'indicateur de contrôle de la corruption dans les pays UEMOA est l'indicateur de contrôle de corruption dans les pays de l'UEMOA est négatif comparé à celui des pays occidentaux qui ont toutes leurs observations positives et qui se rapprochent de 2,5. Les indices de corruption les plus élevés sont enregistrés au Togo avec -0,96 en 2010 et -0,89 en 2014 et au Bénin avec -0,86 en 2012. Tandis que les diminutions de corruption se rapprochant de 2,5 ont été notées au Japon en 2013 et en 2014 avec 1,68 et 1,69 comme indice en termes de lutte contre la corruption.

2.2. Développement des hypothèses

La lutte contre la pauvreté a fait l'objet de nombreuses études. Et elle demeure l'un des sujets les plus importants auxquels la science économique a consacré une ample littérature. De plus, elle reste un sujet d'actualité qui attire l'attention de nombreux chercheurs. En conséquence, dans le cadre de cet article l'instrument utilisé pour lutter contre la pauvreté est la qualité des institutions. L'hypothèse principale de cette étude soutient que la qualité des institutions contribue à réduire la pauvreté dans l'espace UEMOA.

Dans le programme de réformes destiné à réduire la pauvreté dans l'espace UEMOA, la qualité des institutions joue un rôle crucial. Elle a également suscité l'intérêt des scientifiques et des institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale. Le rôle de la qualité des institutions comme un déterminant essentiel de la lutte contre la pauvreté constitue actuellement un sujet d'actualité. La mauvaise qualité des institutions est un obstacle à la lutte contre la pauvreté. En effet, pour Khan & Senhadji (2000), la mauvaise gouvernance par les pays africains a entraîné une faible croissance économique, car elle impacte de façon négative l'investissement, la productivité, l'aide étrangère, la consommation, etc.

Khan (2006), sur la base de données de 1980 à 1990, à l'aide d'indicateur de gouvernance et le taux de croissance par habitant, a montré que la qualité des institutions à travers la bonne

gouvernance augmente le revenu par habitant contribuant ainsi à réduire la pauvreté durant cette période. Pour Edison, H. (2003), la qualité des institutions ont un effet statistiquement significatif sur les résultats économiques. Elle accroît substantiellement le PIB par habitant, et ce, peu importe que la qualité des institutions soit mesurée, à l'aide d'indicateurs globaux. De plus, les résultats empiriques intègrent la possibilité d'un lien de causalité inverse. Il apparaît donc que les pays en développement pourraient sensiblement améliorer leurs résultats économiques en renforçant leurs institutions. Selon lui, une amélioration de la qualité des institutions pourrait accroître le revenu de population permettant ainsi de réduire la pauvreté.

Hoekman et al, (2002), la politique commerciale n'est pas un instrument de lutte contre la pauvreté et qu'il faut laisser cet objectif aux politiques de redistribution.

S'il fait peu de doutes que la réduction des inégalités joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté, ce résultat ne fait pas l'unanimité au sein des économistes. Ainsi, Dollar et Kraay (2000) dans leur étude « Growth is good for the poor » ont privilégié la croissance et négligé les politiques de redistribution. Les deux auteurs ont montré qu'en moyenne les épisodes passés de croissance ne se sont pas accompagnés de modifications significatives de la répartition des revenus au détriment ou en faveur des plus démunis. Datt et Ravallion (1992), à partir des données sur l'Inde et le Brésil, trouvent aussi que l'effet de croissance domine largement l'effet inégalité dans l'explication de la pauvreté. De même, Fields (2001) trouve des résultats semblables pour un certain nombre de pays en développement. Sans trancher sur la controverse des comptes nationaux et enquêtes statistiques, certains auteurs tels que Deaton (2005) ; Razafindrakoto et Roubaud (2003) ; Reddy et Pogge (2002) ; Wade (2004) ont mis en évidence les problèmes posés par les estimations de la Banque mondiale. Ces problèmes sont notamment liés à la question de la mesure des parités de pouvoir d'achat, à la cohérence temporelle des données et à « l'économie politique des statistiques » (la Banque mondiale est à la fois « juge et partie » puisqu'elle établit les statistiques de pauvreté qui évaluent l'efficacité de sa propre action dans ce domaine).

Kuznets (1955), teste la relation en « U » inversé en utilisant des données en coupes relatives à plusieurs pays. Selon lui les inégalités de revenus ont tendance à s'accroître durant les premières étapes du développement, les pauvres ne recevant qu'une fraction proportionnellement plus faible de la totalité des bénéfices de la croissance.

Selon Kaldor (1956) les inégalités de revenus sont considérées comme un « compagnon » inévitable de la croissance économique et de ce fait, toute stratégie de développement doit favoriser les ménages à haut revenu qui ont une forte propension à épargner de sorte à relâcher la contrainte d'épargne, épargne qui est indispensable pour le financement des investissements en capital.

Ehrhart (2006) la croissance économique contribue à réduire la pauvreté sans aucune intervention active de l'État dans le domaine de la redistribution : la forte croissance de la richesse nationale augmente automatiquement le niveau de vie des pauvres via un effet de percolation. L'approche de la relation entre croissance et répartition est par conséquent séquentielle : « croissance d'abord, redistribution via les « forces du marché » ensuite, en raison du conflit supposé inéluctable, au moins durant les étapes initiales de l'essor économique, entre croissance et inégalité des revenus.

La corrélation entre qualités institutionnelle et la réduction de la pauvreté a fait l'objet de vérification empirique dans les pays développés et dans les pays en développement. Cependant, singulièrement, ces études ont abondé en Afrique Subsaharienne (Ndikumana, 2000 ; Ghirmay, 2004 ; Kpodar, 2005 ; Aka, 2007 ; Keho, 2012 ; Coulibaly, 2015). Selon ces études, la qualité institutionnelle améliore la relation entre la finance et la croissance économique. En effet, cette nouvelle ligne de pensée montre que le système financier fonctionne en tenant compte d'un ensemble d'institutions.

Au cours des dernières années, bon nombre d'économistes ont confirmé que la présence des mauvaises institutions est à la base de malaise de la pensée économique qui caractérise notre époque Chavance (2001). Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002) soulignent que la garantie des droits de propriété a exercé un effet positif sur la croissance économique des pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Amérique durant la période 1980-1990. Kukharchuk et Maurel (2004) ont abouti aux mêmes résultats sur un échantillon de pays européens. Ils ont également montré que la liberté de commerce a aussi contribué à accélérer la croissance de ces mêmes pays. Pour Acemoglu et al. (2001), la protection contre l'expropriation dans les pays en développement influence positivement leur développement économique. Les études de Londregan et Poole (1992) et d'Alesina et al (1996) ont quant à elles, prouvé que l'instabilité politique a un effet négatif sur la croissance économique. Les premiers ont pour cela utilisé un échantillon de 121 pays sur la période 1950-1982 tandis que les seconds se focalisent sur 113 pays sur les intervalles de temps 1950-1982 et 1960-1982. Pour sa part, Mauro (1995), à l'aide d'indicateurs que sont l'indice de la corruption, l'indice de la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique confirme l'effet positif des institutions politiques sur la croissance économique pour 70 pays de 1960 à 1982. De même, Anderson et Marcouiller (2002), à l'aide d'un échantillon de 143 pays sur la période 1984-2002, montrent que la corruption et la violation des lois ont un impact négatif sur la croissance économique. La même année, Easterly et Levine (2002) ont employé l'indice global de gouvernance de Kaufmann pour montrer que la gouvernance affecte positivement et significativement la croissance, ce qui pourrait avoir un impact positif dans la lutte contre la pauvreté. Également, Nawaz, S. (2015) dans son travail sur effets des institutions sur la croissance, examiné l'impact des institutions sur la croissance à travers un panel de 56 pays. Il ressort de son étude que l'amélioration de la qualité institutionnelle conduit à une accélération de la croissance. Selon lui, afin d'atteindre une forte croissance, et lutter contre la pauvreté, il est nécessaire de renforcer la qualité institutionnelle. Dans la même veine, Appalah (2017), à l'aide d'estimation d'un modèle « pooling » a montré l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'espace UEMOA. Il ressort de ces résultats que la bonne gouvernance et l'environnement des affaires affectent positivement la croissance économique contribuant ainsi à lutter contre la pauvreté dans les pays de l'UEMOA.

Ahmad, M., & Marwan, N. F. (2012), dans leur étude sur la croissance économique et institutions dans les pays en développement, ils utilisent un échantillon était composé de 21 pays d'Afrique subsaharienne. La méthodologie est basée sur l'estimateur GMM. Cette étude met en lumière l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne au cours de la période d'échantillonnage 1996-2012. Il ressort de leur résultat que l'amélioration de la qualité des institutions, en particulier la protection des droits de propriété, a en moyenne contribué positivement à la croissance et par ricochet la réduction de la pauvreté. Toutefois, les variables institutionnelles telles que le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement ont eu un effet positif sur la croissance.

Bello (2012) à vérifier empiriquement la relation entre la gouvernance et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA en comptant la croissance comme mécanisme de transmission. Il ressort de l'estimation de son modèle en panel de 1996 à 2005 par la méthode des « Residual-Generated Regressors (RGR) » de Pagan (1984) que la gouvernance n'a pas contribué de manière directe à réduire la pauvreté dans l'UEMOA. Néanmoins, la gouvernance a agi indirectement sur la pauvreté dans les pays de l'Union, par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique.

Dans le même sens Ben (2017), étudie la relation entre la gouvernance, la croissance économique et la pauvreté. Dans son étude sur la base d'une estimation empirique des données de panel de 1996 à 2012 en usant les indicateurs de gouvernance dans le monde et l'incidence de la pauvreté à \$1,9/jour. Il ressort de ses résultats que la bonne gouvernance ne réduit la

pauvreté d'une manière directe que dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, et non dans les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Pour ces deux derniers, la gouvernance agit indirectement sur la pauvreté, par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique. Quant à Huck-ju Kwon et Eunju Kim (2014), dans le cadre de leur étude sur l'impact de la bonne gouvernance sur la pauvreté, examinent au moyen d'une estimation empirique de données de panel utilisant les Indicateurs mondiaux de gouvernance et le taux de pauvreté dans 98 pays. Il ressort de leur résultat que la bonne gouvernance ne diminue la pauvreté que dans les pays de classe moyenne, et non dans ceux moins avancés. Ces conclusions mettent en lumière la nécessité de concevoir des politiques visant directement à combattre la pauvreté, au lieu d'utiliser des méthodes indirectes. Elles mettent également en exergue le besoin pressant de résoudre les disparités structurelles dans les pays en voie de développement.

Cette revue ne présente pas de consensus dans la littérature existante. L'étude de la relation entre la qualité des institutions et pauvreté ou la croissance est abondamment menée. Cependant, les recherches mettant en parallèle la qualité des institutions à travers l'État de droit, le Contrôle de la corruption, la qualité de la réglementation, la stabilité politique, l'Écoute des citoyens et l'efficacité gouvernementale et la pauvreté demeurent peu fréquentes. Notre recherche vise à atteindre cet objectif par le biais d'un travail empirique qui se concentre sur l'examen de ces composantes institutionnelles.

3. Méthodologie de recherche

L'étude cherche à analyser le rôle de la qualité des institutions sur la pauvreté monétaire dans les pays de l'UEMOA sur la période 2008-2023.

3.1. Modèle de recherche

Nous présentons trois modèles économétriques mis en évidence en trois étapes. Cette étape vise à expliquer la persistance des inégalités des revenus dans les pays de l'UEMOA par l'état de la qualité institutionnelle. Pour la mesure de cet impact sur les inégalités de revenus, nous nous inspirons d'un modèle linéaire des données de panel des travaux de Clarke, Xu et Zou (2003). À la différence de leurs travaux qui mettent en relation le rôle de l'intermédiation financière sur les inégalités, notre étude porte sur le l'impact des institutions sur les inégalités de revenus. Ainsi le modèle peut s'écrire comme suit :

$$Po_{it} = c + \phi_1 INST_{it} + \phi_2 X_{it} + V_{it} \quad (1)$$

Avec $t \in [2008 ; 2023]$

Où i et t désignent respectivement le pays et le temps.

Avec

- Po proportion des personnes en dessous du seuil de pauvreté international d'un 1,90\$/jour et par personne.
- $INST$ variable de qualité institutionnelle composée de l'État de droit, le Contrôle de la corruption, la qualité de la réglementation, la stabilité politique, l'Écoute des citoyens et l'efficacité gouvernementale).
- X_{it} Une matrice des variables composée du Taux d'inflation, Investissement direct étranger, le niveau de PIB réel par tête et croissance démographique.

Le modèle économétrique de modèle 1 se présente comme suit :

$$Po_{it} = c + \phi_1 Etd + \phi_2 CtC + \phi_3 QtR + \phi_4 StP + \phi_5 EcC + \phi_6 EfG + \phi_2 INFL + \phi_3 IDE_{PIB} + \phi_4 PIBRT + \phi_5 POPGr + V_{it} \quad (2)$$

3.2. Définition des variables et sources de donnée

Cette sous-section décrit les variables utilisées pour l'examen économétrique de l'étude et par la suite la source et l'analyse exploratoire des données.

3.2.1 Description des variables

Selon Agénor (2003), cité par Kone (2024), l'incidence de la pauvreté est contrôlée par l'impact d'une série de variables telles que le taux d'Inflation (Inf), l'Institution (*INST*), l'Investissement Direct Etranger (*IDE_PIB*), le Produit Intérieur Brut réel (*PIBRT*), la Croissance démographique (*POPGr*), etc...

➤ Les variables exogènes

L'Inflation (*INFL*) : est mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète la variation annuelle en pourcentage du coût pour le consommateur moyen d'acquérir un panier de biens et de services qui peut être fixé ou modifié à des intervalles déterminés, comme par exemple annuellement.

L'Institution (*INST*) : La qualité des institutions se mesure par les indicateurs de bonne gouvernance réalisés par Kaufman, Kraay et Mastruzzi (2003). Ce sont : les voix et la responsabilisation, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité gouvernementale, la qualité de la réglementation et l'état de droit que nous utilisons dans cette étude. Notre choix est porté sur ces indicateurs par leur capacité à agir l'état de la pauvreté. Par exemple, la stabilité politique conditionne la mobilisation de financements et la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté dans un pays donné.

Les Investissements Directs Etrangers : ce sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés pour créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger ou pour exercer le contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise étrangère. L'IDE peut être mesuré de deux façons différentes : les flux et stocks d'investissements financiers, et l'activité « réelle » des filiales étrangères dans les pays d'accueil. Les données financières sur l'IDE sont compilées en fonction des concepts utilisés pour les statistiques de la balance des paiements (flux) et de la position d'investissement international (stocks). Les informations sur l'activité des filiales étrangères sont recueillies par le biais d'enquêtes nationales sur plusieurs aspects de l'activité des entreprises, et compilées par l'OCDE.

Le Produit Intérieur Brut réel (*PIBRT*) : est l'indicateur économique d'un pays, le PIB renseigne sur le volume de production exécuté à l'intérieur d'un pays, comptabilisé sur période donnée. Généralement une année complète. Biens et services de consommation ainsi que biens et services d'équipement le constituent. Nous avons le PIB en volume et en valeur qui est également utile pour calculer le déflateur du PIB (égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel), une des mesures de l'inflation. Et le Déflateur du PIB qui est le PIB réel de l'année $t_0 + t$ est calculé à partir des prix en vigueur au cours d'une année de référence t_0 , et des volumes de l'année $t_0 + t$.

La Croissance démographique (*POPGr*) : elle représente la variation de la population dans le temps. Elle peut être exprimée par le taux d'évolution du nombre d'individus au sein d'une population par unité de temps et pour aussi n'importe quelle espèce (animale ou végétale).

➤ Les variables endogènes

La pauvreté est appréhendée à travers divers indicateurs tels que l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile et maternelle, l'accès à l'éducation, le taux d'analphabétisme et l'accès à l'eau potable ... (Epaulard, 2003). Dans le cadre de cette étude, la pauvreté à une dimension monétaire. Afin d'appréhender le niveau de pauvreté, nous utilisons comme variable endogène un indicateur direct de pauvreté qui traduit la profondeur, l'ampleur et la sévérité de la pauvreté. Cet indicateur de pauvreté est **Po** qui représente le ratio de pauvreté à 1,90\$ par jour (PPA) qui mesure la population des différents pays vivant en dessous du seuil de 1,90 \$ par jour.

3.2.2 Sources de données de l'étude

Nous avons constitué une base de données macroéconomique et institutionnelle à l'aide des séries macroéconomiques internationales disponibles dans la World Development Indicators, World Governance Indicators (2019), Doing Business de la Banque Mondiale (2019).

4. Résultats et discussion

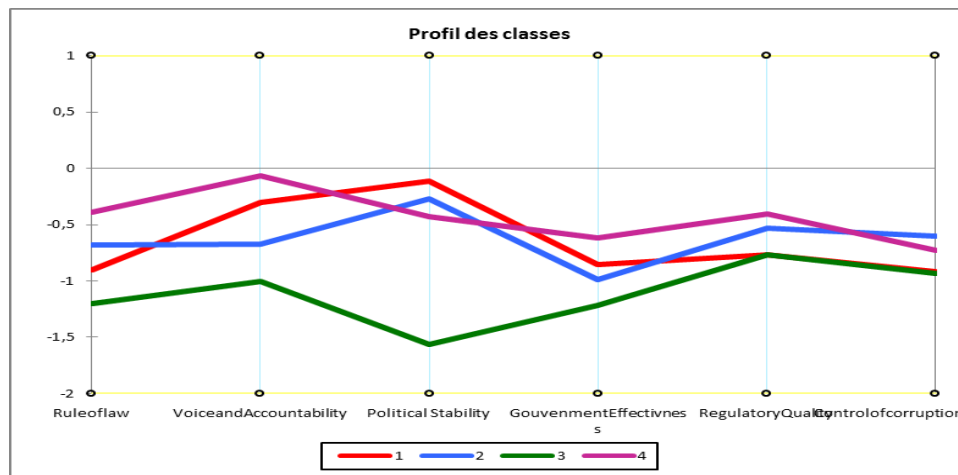
Cette section se charge de faire l'analyse des résultats économétriques et ensuite interpréter les résultats obtenus.

4.1. Statistiques descriptives

L'analyse en composante principale est à la fois une approche géométrique et statique qui consiste à transformer des variables liées entre elles (dites corrélées) en nouvelles variables décorréelées les unes des autres.

La figure 1 montre que tous ces indicateurs se trouvent en dessous de 0. Les pays de l'UEMOA sont inefficients en termes de gestion d'indicateurs de bonne gouvernance. Mais le cas de la Côte d'Ivoire est préoccupant selon les observations de classes ci-dessous.

Figure 1 : Le profil des pays de l'UEMOA



Source : Auteurs.

La Figure 2 montre la similarité entre les pays de l'UEMOA dans la gestion des indicateurs de bonne gouvernance. Ainsi, il en ressort que le Togo et le Burkina Faso sont similaires dans le respect des indicateurs de bonne gouvernance, de même pour la Guinée-Bissau et le Bénin qui ont une similitude au niveau de leur politique. De plus le Sénégal, Niger et le Mali ont une ressemblance au niveau de la gestion des indicateurs politiques. Par contre la Côte d'Ivoire n'a un programme politique similaire aux autres membres de l'UEMOA.

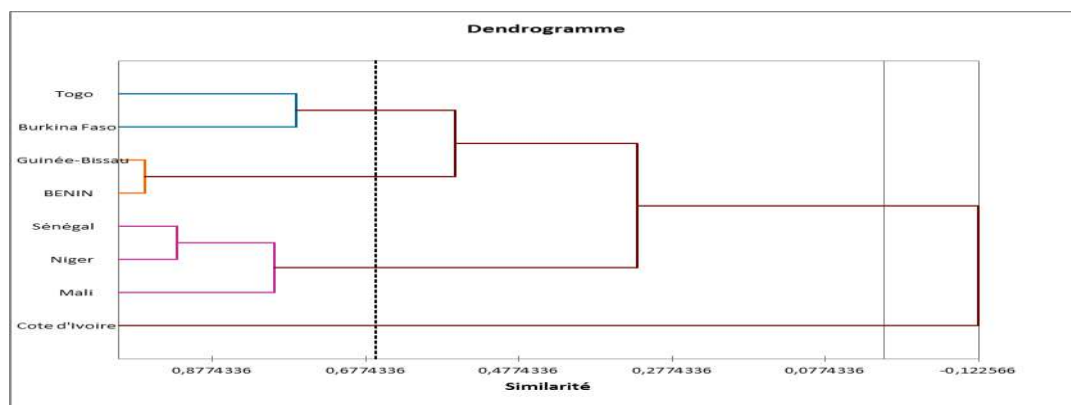
Le tableau 3 ci-dessous, montre la projection de 6 indicateurs et 8 observations depuis l'espace à deux dimensions (D1 & D2¹).

Les 6 indicateurs sont entre autres la stabilité politique, l'écoute des citoyens, la qualité de réglementation, la contrôle de la corruption, l'état de droit et l'efficacité du gouvernement. Ainsi que les coordonnées de 8 observations après rotation varimax sont le Bénin (-0,0982 = D1 1,5689 = D2), le Burkina Faso (1,3061 = D1 -0,1561 = D2), la Côte d'Ivoire (0,0657 = D1 -1,9728 = D2), la Guinée-Bissau (-1,6116 = D1 -0,2912 = D2), le Mali (-0,6406 = D1 1,1266 = D2), le Niger (0,3146 = D1 -0,1771 = D2), le Sénégal (1,5472 = D1 0,2918 = D2) et le Togo (-0,8831 = D1 -0,3899 = D2). La droite D1 capte plus d'informations au niveau de l'état de droit, efficacité

¹ Voir Annexe

du gouvernement, la qualité de régulation et de la corruption. En revanche, la droite D2 est axée sur l'écoute des citoyens et la stabilité politique.

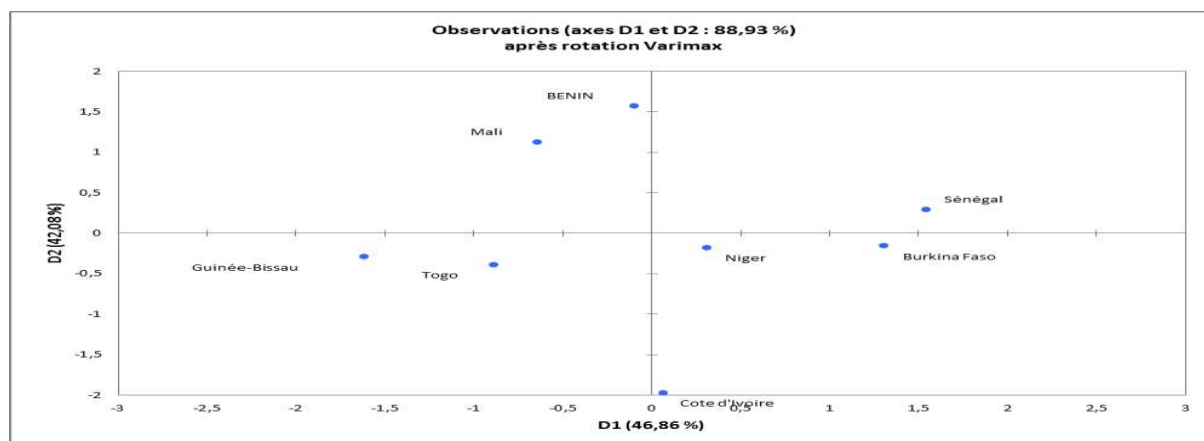
Figure 2 : Similarité des pays



Source : Auteurs.

Les résultats numériques nous donnent la contribution des 8 pays de l'UEMOA dans la gestion politique des 6 variables de bonne gouvernance. Ainsi 3 pays dont le Bénin, la Cote d'ivoire et le Mali se retrouvent sur l'axe D1 (46,86%) autrement dit le Bénin et le Mali ont une bonne politique liée à ces indicateurs. Par contre, la Cote d'ivoire ne respecte pas les normes d'une meilleure politique de ces indicateurs. Les autres pays que sont le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Niger et le Togo se situent sur l'axe D2 (42,08). La liberté d'expression et la stabilité politique sont prônées par le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal, tandis que dans les mêmes perspectives la Guinée-Bissau et le Togo ont une mauvaise gestion de ces indicateurs.

Figure 3 : Dissimilarité des pays



Source : Auteurs.

4.2. Résultat

Le tableau 1 présente les résultats des tests de racine unitaire de Pesaran (2001) et de Breitung.

4.2.1 Test de stationnarité

Les résultats des tests de stationnarité montrent que toutes les variables sont stationnaires en niveau. Les variables sont stationnaires et intégrées d'ordre 0.

La présence d'hétéroscédasticité ne permettant pas d'utiliser les MCO, l'étude a recours à la méthode des MCG pour estimer son modèle en spécifiant la forme du panel et la structure de

l'autocorrélation des erreurs. Les résultats de l'estimation de modèle de l'étude et des effets marginaux sont résumés dans le tableau 5.

Table 4 : Les résultats des tests de racine unitaire.

Variables	LLC		Pesaran		MW		Décision
	p-value		p-value		p-value		
	AT	ST	AT	ST	AT	ST	
Po	0.0895	0.4020	0.570	0.776	0.928	0.970	I(0)
EcC	0.0003	0.0157	0.859	0.930	0.544	0.456	I(0)
StP	0.0003	0.0478	0.636	0.458	0.438	0.351	I(0)
CtC	0.1414	0.4586	0.350	0.347	0.702	0.578	I(0)
INFL	0.0001	0.0040	0.057	0.714	0.544	0.046	I(0)
IDE	0.0000	0.0000	0.265	0.036	0.004	0.000	I(0)
PIBRT	0.0052	0.4109	0.405	0.147	0.281	0.837	I(0)
POPGr	0.0000	0.0402	1.000	0.750	0.030	0.001	I(0)

***significativité à 1%; **significativité à 5%; *significativité à 10%; AT : avec trend; ST: sans trend.

Source : calculs des auteurs.

Table 5 : Résultats de l'estimation à l'aide de la méthode des MCG

Variables	Coefficients	Ecart-type	T-statistique	Probabilités
EcC	-3.036249	.3838611	-7.91	0.000***
StP	2.417205	.3039508	7.95	0.000***
CtC	2450414	.4097446	0.60	0.550
INFL	-.0548108	.0146597	-3.74	0.000***
IDE	-.1880399	.0573301	-3.28	0.001***
PIBRT	-.0156018	.0007831	-19.92	0.000***
POPGGr	2.639673	.7132375	3.70	0.000***
Prob> chi2 = 0.0000			Wald chi2 (7) = 2380.40	

***significativité à 1%; **significativité à 5%; *significativité à 10%.

Source : calculs des auteurs.

A partir des résultats de l'estimation, notre étude montre que le modèle est globalement significatif au seuil de 1% (Prob> chi2 = 0.000). Ce résultat permet d'affirmer que toutes les variables du modèle sont significatives au seuil de 1%, sauf la variable Contrôle de Corruption.

4.3. Discussion des résultats

Il ressort de nos estimations que l'écoute des citoyens, l'inflation, les investissements directs étrangers et le produit intérieur brut réel contribuent à la diminution de la pauvreté dans l'espace UEMOA. Ainsi, une augmentation de 1% du taux d'écoute des citoyens (EcC), entraîne une réduction de la pauvreté de 3,036% de la pauvreté dans la zone UEMOA. Aussi, une augmentation de 1% du degré d'inflation dans les pays de l'UEMOA (INFL), causerait une diminution de 0,054% de la pauvreté. Ces résultats sont conformes à la courbe de Philips en ce qui concerne, le coefficient de la variable relative au produit intérieur brut réel (PIBrt), il est de -0,015. Subséquemment, une augmentation de 1% du produit intérieur brut réel entrainera une baisse 0,015% de la pauvreté dans cette zone. Ces résultats vont dans le même que celui de Mijiyawa (2010) qui soutient qu'une amélioration de la qualité des institutions démocratiques, des institutions de droits de propriété, et particulièrement des institutions de régulation est favorable à la soutenabilité de la croissance économique dans les PED contribuant ainsi à réduire la pauvreté. Ces résultats sont aussi conformes aux travaux de Dwight et al., (2008) qui soutiennent que la qualité institutionnelle est indispensable dans le processus de développement à tel point que sans elle, il serait impossible d'avoir un développement soutenable et par ricochet une réduction de la pauvreté. Les travaux de Khan, 2006 confirment aussi ces résultats en soutenant que la qualité des institutions à travers la bonne gouvernance est essentielle pour une

bonne performance de croissance contribuant ainsi à réduire la pauvreté. Nos hypothèses sont donc vérifiées au sein de l'UEMOA. Au regard des résultats du tableau 2, la pauvreté dans l'espace UEMOA au cours de la période 2008 à 2023 a été significativement influencée par la qualité des institutions.

Le coefficient de bonne gouvernance, le contrôle de corruption est significativement positif. Les résultats prouvent qu'il existe une relation positive entre le contrôle de corruption et la pauvreté. Cependant le signe non attendu de la variable Contrôle de corruption (CtC) est en contradiction avec les travaux empiriques qui montrent que la corruption affecte positivement la pauvreté (Mauro, 1995), particulièrement dans les pays africains soit directement soit par le canal de l'investissement (Baliemoune-Lutz et Ndikumana, 2007) ou même dans les pays de l'UEMOA (Ouattara, 2007). Ce résultat est conforme à ceux de Ahmad, M., & Marwan, N. F. (2012). Toutefois, l'impact positif de la corruption sur la pauvreté que nous avons trouvé peut se justifier par une défaillance de gestion des administrations. Cette situation, due à la forte corruption qui règne dans toutes les administrations publiques, est un frein à la satisfaction des besoins de populations (Klitgaard, MacLean-Abaroa & Lindsay, 2002). Ainsi, selon une enquête menée par la Banque Mondiale entre novembre 2006 et janvier 2007, il ressort que sur 51 pays classés en Afrique, la Côte d'Ivoire vient en 47^{ème} position. Mais les instruments et les méthodes souvent utilisés par les organisations sus-indiquées ignorent parfois la prise en compte des aspects plus significatifs, susceptibles de mieux expliquer le phénomène (*Débats*, 2008). Au-delà des enjeux financiers liés à des détournements de deniers publics, la corruption, dans ses différents aspects, soulève de nombreux problèmes qui ne sauraient être analysés et compris sans prendre en compte les facteurs motivants de cette pratique et la façon dont les acteurs perçoivent ce phénomène. Une étude, menée par le PNUD Côte d'Ivoire en collaboration avec des experts universitaires ivoiriens, a fait ressortir la part de responsabilité des forces de l'ordre dans cette situation (PNUD Côte d'Ivoire, 2004). En effet, les forces de défense et de sécurité sont fréquemment accusées de manœuvres d'extorsion d'argent aux usagers, ou aux chauffeurs des transports en commun.

L'effet de la variable de croissance démographique sur le taux de pauvreté est en général celui attendu. Il est significatif au seuil de 1% dans notre modèle. L'augmentation d'une année du niveau de croissance démographique influence positivement et significativement la pauvreté conformément aux résultats obtenus par les travaux empiriques de B. Aguide (2009). En effet, durant l'année 2009, l'Afrique aura franchi le cap symbolique d'un milliard d'habitants. Cette expansion démographique est loin d'être finie, car l'Afrique connaît encore la plus forte fécondité au monde avec 4,6 enfants par femme contre 2,5 au niveau mondial. La limite quantitative entre nutrition et malnutrition n'étant pas la même pour les experts et les organisations internationales, il s'ensuit des divergences dans leurs estimations du nombre des gens affamés et sous-alimentés en Afrique. Pour éviter cette explosion démographique, les pays membres de l'UEMOA doivent adopter des politiques visant à réduire la fécondité et la mortalité. Aussi, ils doivent mettre en place des institutions de bonne qualité. En effet, les différences de prospérité entre les pays sont principalement dues aux différences dans les institutions économiques. Pour résoudre le problème de pauvreté, il faudra réformer la qualité des institutions (Acemoglu, D. and Robinson, J. (2008).

5. Conclusion

La zone UEMOA dispose d'énormes qualités qui lui donnent un certain avantage dans le processus de développement. Force est de constater que cette région rencontre de nombreux problèmes liés à la qualité des institutions. Dans le cadre de cet article, des travaux ont été réalisés afin de montrer l'impact de la qualité des institutions sur la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Pour atteindre cet objectif, nous avons estimé un modèle avec des données de panel

à l'aide d'un échantillon constitué des pays de la zone UEMOA durant la période 2008-2023 avec les variables explicatives et institutionnelles susceptibles d'affecter le taux de pauvreté. Il ressort de cette étude que le taux de pauvreté dans l'espace UEMOA au cours de cette période a été significativement influencé par la qualité des institutions. Les variables explicatives choisies pour notre étude ont aussi en général un effet négatif et significatif sur la pauvreté des pays de l'UEMOA. La bonne gouvernance à travers ses indicateurs a un impact négatif sur le taux de pauvreté. Ces résultats indiquent l'importance des variables institutionnelles pour les pays de l'UEMOA qui veulent lutter contre la pauvreté. L'implication de politiques économiques qui découlent de cette étude est que les pays de l'espace UEMOA doivent promouvoir les politiques de bonne gouvernance, sources de stabilité sociopolitique donc de lutte contre la pauvreté. Ils doivent également assainir l'environnement institutionnel en vue de la gestion efficiente des ressources économiques pour parer aux difficultés macroéconomiques et ériger des réformes économiques afin d'améliorer les conditions des ménages dans la zone UEMOA.

Ensuite ces pays doivent sensibiliser les agents administratifs ainsi que les citoyens dans la lutte contre la corruption afin de lutter efficacement contre la pauvreté. Nous avons utilisé un panel de pays dans le cadre de cette étude, ce qui pourrait biaiser nos résultats au niveau désagrégé. Subséquemment, il serait intéressant de mener cette étude de façon séparée chaque pris isolement.

Références

- (1). Acemoglu, D. (2005). Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth. Handbook of Economics Growth.
- (2). Acemoglu, D., & Robinson, J. (2008). The role of institutions in growth and development (Vol. 10). Washington, DC: World Bank.
- (3). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2013). Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty. Crown Currency.
- (4). Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. American economic review, 91(5), 1369-1401.
- (5). Agénor, P. R. (2004). Does globalization hurt the poor?. International economics and economic policy, 1, 21-51.
- (6). Aghion, P., & Williamson, J. G. (1998). Growth, inequality, and globalization: theory, history, and policy. Cambridge University Press.
- (7). Ahmad, M., & Marwan, N. F. (2012). Economic growth and institutions in developing countries: Panel evidence.
- (8). Anderson et Marcouiller (2002). L'insécurité et la structure du commerce : une enquête empirique, Revue d'économie et de statistiques, vol. 84, numéro 2, 342-352.
- (9). Attila, J. G. (2007). Corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement (Doctoral dissertation, Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I).
- (10). Bello, I. M. (2012). Gouvernance et réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA: comptabilisation du mécanisme de transmission. Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion (FADEG), Université de Tahoua, Niger.
- (11). Ben Hamouda, A. (2017). La bonne gouvernance est-elle un déterminant de croissance économique et de réduction de la pauvreté?.
- (12). Berg, A. G., & Ostry, J. D. (2017). Inequality and unsustainable growth: two sides of the same coin?. IMF Economic Review, 65, 792-815.
- (13). Bourguignon, F. (2004). *The poverty-growth-inequality triangle* (No. 125). Working paper.

- (14). Chavance, B. (2001). Organisations, institutions, système : types et niveaux de règles. *Revue d'économie industrielle*, 97(1), 85-102.
- (15). Clarke, G. R., Zou, H. F., & Xu, L. C. (2003). *Finance and income inequality: test of alternative theories* (Vol. 2984). World Bank Publications.
- (16). Cogneau, D., & Guénard, C. (2003). Colonization, Institutions, and Inequality. *A Note on Some Suggestive Evidence. DIAL Unite de Recherche CIPRE*.
- (17). Datt, G., & Ravallion, M. (1992). Growth and redistribution components of changes in poverty measures: A decomposition with applications to Brazil and India in the 1980s. *Journal of development economics*, 38(2), 275-295.
- (18). DE L'UEMOA, D. L. P. rapport sur la situation de la pauvreté.
- (19). Deaton, A. (2005). Measuring poverty in a growing world (or measuring growth in a poor world). *Review of Economics and statistics*, 87(1), 1-19.
- (20). Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth is Good for the Poor. *Journal of economic growth*, 7, 195-225.
- (21). Doumbia, T. (2010). Corruption, culture et pauvreté dans le secteur du transport en Côte d'Ivoire. *Sociologies*.
- (22). Duru-Bellat, M. (2017). Branko Milanovic, Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization. *Lectures*.
- (23). Easterly, W. (2006). *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?* Éditions d'Organisation.
- (24). Easterly, W., & Levine, R. (2003). Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development. *Journal of monetary economics*, 50(1), 3-39
- (25). Edison, H. (2003). Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit?. *Finances et développement*, 35-37.
- (26). Épaulard, A. (2003). Croissance et réduction de la pauvreté dans les pays en développement et les pays en transition. *Reflets et perspectives de la vie économique*, (2), 9-20.
- (27). Fambon, S., & Baye, F. (2002, September). Income distribution and poverty in Cameroon. In *United Nations University-World Institute for Development Economics Research (UNUWIDER) Conference on Spatial Inequality in Africa*.
- (28). Ghirmay, T. (2004). Financial development and economic growth in Sub-Saharan African countries: evidence from time series analysis. *African Development Review*, 16(3), 415-432.
- (29). Hausman, J. A. (1978). Specification tests in econometrics. *Econometrica: Journal of the econometric society*, 1251-1271.
- (30). Heltberg, R. (2002). Property rights and natural resource management in developing countries. *Journal of Economic Surveys*, 16(2), 189-214.
- (31). Hoekman, S. T., Mills, L. S., Howerter, D. W., Devries, J. H., & Ball, I. J. (2002). Sensitivity analyses of the life cycle of midcontinent mallards. *The Journal of wildlife management*, 883-900.
- (32). Hoekman, S. T., Mills, L. S., Howerter, D. W., Devries, J. H., & Ball, I. J. (2002). Sensitivity analyses of the life cycle of midcontinent mallards. *The Journal of wildlife management*, 883-900.
- (33). Kakwani, N. (1993). Poverty and economic growth with application to Côte d'Ivoire. *Review of income and wealth*, 39(2), 121-139.
- (34). Kaufmann, D. (1999). Governance matters. *The World Bank*.
- (35). Keho, Y. (2012). Le rôle des facteurs institutionnels dans le développement financier et économique des pays de l'UEMOA. *Revue économique et monétaire*, 12, 9-43.
- (36). Kpodar, K. (2007). Manuel d'initiation à Stata (Version 8). *Computer Programs, EconWPA, CERDI-CNRS*.

- (37). Kuznets, S. (2019). Economic growth and income inequality. In *The gap between rich and poor* (pp. 25-37). Routledge.
- (38). Kwon, H. J., & Kim, E. (2014). Poverty reduction and good governance: Examining the rationale of the Millennium Development Goals. *Development and Change*, 45(2), 353-375.
- (39). Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*, 110(3), 681-712.
- (40). Meisel, N., & Ould Aoudia, J. (2007). La « bonne gouvernance » est-elle une bonne stratégie de développement. *Document de travail de la DGTPE*, (2007/11).
- (41). Mijiyawa, A. G. (2010). Institutions et développement : analyse des effets macroéconomiques des institutions et de réformes institutionnelles dans les pays en développement (Doctoral dissertation, Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I).
- (42). Nawaz, S. (2015). Effets des institutions sur la croissance : une analyse désagrégée. *Economic Modelling*, 45, 118-126.
- (43). Ndikumana, L. (2014). Fuite des capitaux et paradis fiscaux : impact sur l'investissement et la croissance en Afrique 1. *Revue d'économie du développement*, (2), 113-141.
- (44). Pogge, T., & Reddy, S. G. (2006). Unknown: Extent, distribution and trend of global income poverty. *Economic and Political Weekly*, 2241-2247.
- (45). Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2005). Les pauvres, la démocratie et le marché : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache. *Revue d'économie du développement*, 13(1), 53-89.
- (46). Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions rule : the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of economic growth*, 9, 131-165.
- (47). Wade, R. H. (2020). Is globalization reducing poverty and inequality?. In *Neoliberalism, Globalization, and Inequalities* (pp. 143-176). Routledge.